



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Maghreb

Question au Gouvernement n° 3010

Texte de la question

DIPLOMATIE FRANÇAISE

M. le président. La parole est à M. Axel Poniatowski, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Axel Poniatowski. Monsieur le ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes, vous avez été nommé ministre des affaires étrangères il y a maintenant quarante-huit heures. Mais permettez-moi tout d'abord d'exprimer, en mon nom et en celui de beaucoup de mes collègues, toute notre estime pour Michèle Alliot-Marie (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), qui a manifesté à l'occasion de toutes ses responsabilités ministérielles, un profond sens de l'État, et qui a toujours oeuvré dans le réel intérêt de la France. (*Mêmes mouvements.*)

Monsieur le ministre d'État, vous prenez vos fonctions alors qu'aux portes de l'Europe le monde arabe est entré dans une nouvelle phase de son histoire, comme naguère l'Europe centrale et orientale ainsi que l'Amérique latine. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Ces événements sont une chance et un défi. Une chance, parce que nous avons tout à gagner au triomphe de la démocratie. Un défi, parce que nous savons d'expérience que les transitions démocratiques et économiques sont souvent longues et qu'elles peuvent être chaotiques.

La politique étrangère de la France, sous l'autorité du Président de la République, a notamment su relever le formidable défi que constituait une crise monétaire, financière et économique sans précédent. Grâce à cette action déterminée et audacieuse, l'Union européenne a pu préserver l'euro et éviter une récession d'une très grande ampleur.

Il s'agit maintenant de conduire une action en profondeur afin de définir les bases d'une nouvelle gouvernance mondiale adaptée aux nouveaux équilibres mondiaux. Il s'agit aussi de préserver la paix et d'aider nos amis du Maghreb à se reconstruire.

Ma question est simple : face à ces défis, quels sont les axes que vous comptez privilégier, en un mot quelle est votre feuille de route pour les prochains mois ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Patrick Lemasle. Le vice-président !

M. Alain Juppé, *ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes*. Monsieur le député, je voudrais vous dire que j'aborde la nouvelle responsabilité qui m'est confiée avec beaucoup d'humilité personnelle.

M. Patrick Lemasle. Restons modeste !

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. Comme je l'ai dit ce matin lors de la passation de fonctions avec Michèle Alliot-Marie, à laquelle je veux dire, moi aussi, mon estime et mon amitié, je n'ai pas de baguette magique et mon rôle sera tout simplement de mettre en oeuvre les orientations de politique étrangère définies par le Président de la République et le Premier ministre.

M. Christian Paul. C'est bien ce qui nous inquiète !

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. Il n'en reste pas moins que j'éprouve aussi de la fierté d'être à nouveau à la tête de la diplomatie française, parce qu'elle est constituée d'hommes et de femmes qui sont de vrais professionnels de la politique étrangère, qui sont compétents, qui sont dévoués, qui ont un sens élevé de l'État et des intérêts de la France.

M. Jean Glavany. Comme M. Boillon ?

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. Ma volonté sera de continuer à faire entendre la voix de la France parce que cette voix est forte d'ores et déjà. Elle a été forte pendant la crise, où le Président de la République a fixé le cap. Elle est forte au G8 et au G20, où des initiatives importantes ont été prises. Elle est forte au Conseil de sécurité des Nations unies, qui vient de délibérer sur une résolution à l'initiative de la France et de la Grande-Bretagne.

M. Christian Bataille. Très mauvais début !

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. Cela dit, le monde change. Face à la nouvelle donne, voici les quelques axes sur lesquels j'essaierai de travailler.

D'abord, refonder l'Union pour la Méditerranée, qui était une idée visionnaire et qu'il ne faut pas abandonner dans un contexte nouveau. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean-Christophe Cambadélis. C'est l'échec de Sarkozy !

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. Ensuite, faire avancer l'intégration européenne, dans les domaines non seulement économique et financier mais aussi politique.

Par ailleurs, resserrer nos grands partenariats avec la Chine, la Russie, le Brésil, l'Inde.

Enfin, promouvoir le multilatéralisme sans oublier d'anticiper ce qui sera au XXI^e siècle, j'en suis sûr, l'essor de l'Afrique.

Vous comprendrez que je ne puisse, en deux minutes, développer davantage, mais je suis à la disposition de votre commission pour en parler plus longuement. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Axel Poniatowski](#)

Circonscription : Val-d'Oise (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3010

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 2 mars 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 2 mars 2011